

Service de médecine préventive

Allongement de la Visite d'Information et de Prévention

A compter du 12 décembre 2025, le [décret n°2025-1193](#) prévoit que la Visite d'Information et de Prévention (VIP) est organisée au minimum tous les cinq ans (au lieu de tous les deux ans).

Le [décret n°2025-1193 du 8 décembre 2025](#) a été publié au Journal Officiel le jeudi 11 décembre 2025. Ce dernier vient modifier l'article 20 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 en supprimant la périodicité de deux ans pour réaliser la visite médicale d'information et de prévention.

Le décret précité ajoute les articles 20-1 et 20-2 au [décret du 10 juin 1985](#). Désormais, la **périodicité** pour réaliser ces **visites médicales est au minimum tous les cinq ans**. Pour rappel, cette visite est assurée par le médecin du travail, un collaborateur médecin ou un infirmier dans le cadre d'un protocole formalisé.

Toutefois, le décret du 8 décembre 2025 prévoit une dérogation selon laquelle **la visite médicale d'information et de prévention sera organisée au minimum tous les quatre ans pour certains agents qui nécessitent une surveillance médicale particulière**. Cette visite est effectuée par le médecin du travail.

Les agents concernés par cette dérogation sont énumérés à l'article 20-1 du décret du 10 juin 1985 :

- Les agents bénéficiant d'une surveillance médicale particulière : les agents en situation de handicap, les femmes enceintes, les agents réintégrés suite à un congé de longue maladie ou longue durée, les agents affectés à un poste les exposant à un risque particulier pour leur santé ou leur sécurité, les agents souffrant de pathologies particulières.
- Les agents dont le poste de travail ou les conditions de travail ont été aménagés.
- Les agents bénéficiant d'une période de préparation au reclassement (PPR).

Par ailleurs, l'article 20-2 du décret du 10 juin 1985 prévoit **qu'une visite intermédiaire doit être effectuée, pour les agents nécessitant une surveillance médicale particulière**, par un professionnel de santé mentionné à l'article 20 (médecin du travail, collaborateur médecin ou infirmier dans le cadre d'un protocole formalisé) **au plus tard deux ans après la visite médicale prévue à l'article 20-1**.

CDG 70

Centre de gestion de la fonction publique territoriale
de la Haute-Saône

Pôle
Qualité de vie
au travail
Service Prévention

Création : 05/01/2026